



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/147/Add.1
29 septembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION A L'ORDRE DU JOUR
PROVISoire DE LA QUARANTE-HUITIEME SESSION

EXERCICE EFFECTIF DU DROIT A L'AUTODETERMINATION
PAR L'AUTONOMIE

Lettre datée du 28 septembre 1993, adressée au Secrétaire
général par la Représentante permanente du Liechtenstein
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Additif

AUTODETERMINATION : REUNION OFFICIEUSE D'EXPERTS,
SCHAAN, LIECHTENSTEIN, 16-18 MARS 1993

Rapport succinct du Président

Une réunion officieuse d'experts a été convoquée par le Gouvernement liechtensteinois et s'est tenue à Schaan, au Liechtenstein, du 16 au 18 mars 1993. Le Gouvernement liechtensteinois a nommé conjointement l'Ambassadeur Claudia Fritsche (Représentant permanent de la Principauté du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies) et sir Arthur Watts, QC (Conseiller auprès du Gouvernement liechtensteinois) à la présidence de la Réunion.

Cette Réunion avait pour objet d'aider le Gouvernement liechtensteinois à développer davantage les idées exprimées initialement en matière d'autodétermination par le chef d'Etat du Liechtenstein, S. A. S. le Prince Hans-Adam II du Liechtenstein, dans la déclaration qu'il a prononcée à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale en 1991, et précisées dans les déclarations ultérieures faites par les représentants du Liechtenstein. Y assistaient Son Altesse Sérénissime et 46 participants désignés à titre individuel par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les Etats dotés du statut d'observateur, ainsi que par certaines organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Les documents dont les participants étaient saisis à cette Réunion comprenaient un mémorandum résumant les principaux éléments des suggestions avancées par le Liechtenstein. On trouvera ci-joint un exemplaire de ce mémorandum.

Débat général

La Réunion a commencé par un examen général des questions soulevées par l'initiative du Liechtenstein. Dans l'ensemble, celle-ci a été bien accueillie par les participants qui ont estimé qu'elle apportait une contribution utile : on a reconnu que les problèmes découlant des frustrations des diverses communautés à l'intérieur des Etats étaient urgents et importants. Parallèlement, on a admis que toute cette question était extrêmement délicate et que certaines idées donnaient lieu à des difficultés.

Plusieurs participants ont fait observer que l'autodétermination était une notion complexe fondée sur une large conception de la démocratie et sur les droits et libertés des particuliers.

On s'est également étendu sur le fait que le concept de l'autodétermination avait d'abord pris naissance lors de la lutte contre le colonialisme et de la réalisation finale de l'indépendance à laquelle elle tendait. Cependant, ce concept avait évolué et sa signification était plus complexe dans le monde moderne. Une nouvelle génération de problèmes était apparue dans ce domaine et la communauté internationale devait repenser son approche. A l'heure actuelle, l'autodétermination semblait parfois comporter le danger d'une fragmentation des Etats, ce qu'il fallait éviter. Elle ne devait pas nécessairement aboutir à l'indépendance ou à une modification des frontières.

On a généralement estimé que l'initiative du Liechtenstein envisageait de nouvelles lois et de nouvelles structures et ouvrait de nouvelles perspectives dans l'application du principe de l'autodétermination. Tout en conservant le cadre général de ce principe et sans exclure forcément l'indépendance, cette initiative était plus proche, dans la pratique, des formes de développement qui n'allaient pas jusqu'à l'indépendance ou à la fragmentation des Etats par sécession ou autrement.

On a fait observer que l'initiative du Liechtenstein mettait l'accent sur l'élaboration de nouvelles structures à l'intérieur de l'Etat, et en particulier sur les formes de décentralisation ou d'autonomie territoriales (à savoir l'autodétermination "intérieure" par opposition à l'autodétermination "extérieure" qui se traduisait par des notions d'indépendance et de souveraineté). En conséquence, plusieurs participants ont estimé qu'il y aurait peut-être avantage à adopter une autre terminologie que celle de l'autodétermination pour définir le principe dont s'inspire l'initiative de Liechtenstein.

Si certains participants ont souligné le danger que l'initiative du Liechtenstein soit utilisée pour limiter une nouvelle progression de l'autodétermination et défendre le statu quo, la plupart ont estimé qu'elle ne portait pas préjudice à ce principe, mais qu'elle allait de pair avec lui et qu'elle tendait même à l'étayer plutôt que l'inverse.

Plusieurs participants ont fait observer que la question se posait de savoir si, lorsqu'un Etat avait obtenu l'indépendance en exerçant son droit à l'autodétermination, les groupes constitués à l'intérieur de cet Etat avaient eux-mêmes le droit à l'autodétermination et ainsi de suite ad infinitum. Il fallait concilier l'autodétermination et la nécessité où se trouvaient les

nouveaux Etats de construire la nation et d'établir leur stabilité intérieure. Il convenait de se garder des abus que pouvait entraîner l'autodétermination si l'on encourageait le séparatisme.

La Réunion a ensuite examiné un certain nombre de questions particulières.

La notion de "communauté"

On s'est accordé en principe à appuyer l'introduction d'une nouvelle notion, telle que celle de "communauté", sur la base de laquelle on pourrait élaborer les droits à l'autonomie. Cette notion contribuait à souligner la différence avec les idées reçues dans ce domaine et convenait à l'initiative du Liechtenstein qui était axée sur l'autonomie plutôt que sur l'indépendance, contrairement aux dispositions actuelles relatives à l'autodétermination.

On a généralement admis la nécessité qu'une "communauté" soit essentiellement fondée sur le territoire. Cependant, on a relevé les difficultés que pouvait poser sa définition à certains égards, notamment dans les domaines suivants : rapport avec la notion de nationalité; identité territoriale d'une "communauté" et problèmes posés par les communautés dont les territoires étaient éparpillés ou mouvants ou qui étaient situées dans des zones transfrontières; particularités qu'une "communauté" devait posséder; étendue de celle-ci; nécessité d'une définition souple pour tenir compte des divers facteurs qui donnent à une communauté son identité propre; facteurs économiques qui déterminent fréquemment l'identité d'une communauté et rapport entre la définition d'une communauté et le degré d'autonomie dont elle jouit.

De nombreux participants ont souligné la différence qui existe entre la notion de "communauté", d'une part, et celles de "minorité" et de "population autochtone", d'autre part, et ont fait observer qu'elles se recouvraient en partie.

Un certain nombre de participants ont estimé que du fait que l'initiative du Liechtenstein mettait l'accent sur la position des communautés, on pouvait la situer dans le contexte des droits de l'homme collectifs.

Garanties générales

Certains participants ont considéré l'adoption éventuelle de garanties comme un moyen concret d'assurer le contrôle et l'équilibre nécessaires pour assurer le fonctionnement efficace d'un nouveau système. Elles constituaient un cadre permettant de rechercher des compromis. On a reconnu qu'il était nécessaire d'assurer une certaine forme de contrôle et d'équilibre.

On a fait observer que les garanties dépendaient du point de vue que l'on adoptait : ce qui était une garantie pour les intérêts de l'Etat ne l'était pas nécessairement pour les intérêts d'une communauté à l'intérieur de cet Etat. Les opinions différaient quant à la nécessité d'une forme de garantie de l'intégrité territoriale des Etats. Plusieurs participants ont attaché de l'importance à une telle assurance, en faisant notamment valoir que, dans d'autres contextes analogues, il existait souvent une garantie de ce genre afin d'équilibrer les dispositions tendant à l'obtention de l'indépendance; cependant certains participants ont estimé que par définition, l'élaboration de formes

d'autonomie interne ne pouvait englober l'indépendance, ni constituer de ce fait une menace à l'intégrité territoriale d'un Etat, et qu'une garantie sur ce point était inopportune. Selon d'autres participants, l'accent mis sur la protection de l'intégrité territoriale réduirait à néant le droit à l'autodétermination par l'indépendance.

On s'est montré peu disposé à accepter l'idée d'interdire aux communautés, sous quelque forme que ce soit, de recourir à la force pour réaliser leurs objectifs alors que les Etats étaient encore en mesure d'employer la contrainte contre elles, même s'il ne s'agissait que de rétablir l'ordre public. L'emploi de la force par les communautés pouvait également être justifié (par exemple lorsqu'elles étaient opprimées par les autorités de l'Etat).

Plusieurs participants ont fait observer que la démocratie et le respect adéquat des droits de l'homme offraient les garanties nécessaires (ou peut-être les conditions préalables) pour l'exercice effectif du droit à l'autodétermination.

On a suggéré que l'absence d'ingérence étrangère pouvait constituer une garantie.

Certains participants ont estimé qu'il valait mieux éviter de spécifier des garanties éventuelles : il était préférable de laisser aux parties concernées le soin d'en élaborer les détails, en fonction des particularités nationales.

Le niveau initial d'autonomie serait automatique
Les niveaux ultérieurs d'autonomie seraient facultatifs

On a estimé que le niveau initial d'autonomie devait automatiquement comprendre les droits fondamentaux nécessaires pour sauvegarder et développer l'existence d'une communauté et protéger son identité distincte dans le tissu de l'Etat. Les niveaux ultérieurs d'autonomie, de caractère facultatif, permettraient d'accroître progressivement la part de la communauté dans la gestion de ses propres affaires.

Il a été largement reconnu que l'autonomie – de même que la souveraineté et l'indépendance – ne devait pas être fondée sur le principe "tout ou rien", mais permettre une évolution progressive et des structures variables. A cet égard, un grand nombre de participants se sont félicités de la souplesse de l'initiative du Liechtenstein.

On a estimé que l'autonomie était une notion utile, permettant d'établir une structure sociopolitique qui pouvait contribuer à la recherche de niveaux plus élevés de liberté pour les individus. Cependant, certains ont fait observer que l'autonomie pouvait aussi exercer un effet de division, par opposition à l'élaboration d'Etats multiculturels, dans lesquels tous les groupes étaient interdépendants à de nombreux égards.

De nombreux participants ont fait observer qu'en mettant l'accent sur l'autonomie, on contribuait à éviter ou tout au moins à limiter étroitement les problèmes qui pouvaient se poser au sujet des propositions insistant sur l'obtention de l'indépendance. De nombreuses communautés ne souhaitaient pas l'indépendance, mais se contenteraient d'un statut beaucoup plus modeste, dans

la mesure où celui-ci leur permettrait d'exprimer suffisamment leur propre identité. En conséquence, l'autonomie pouvait être une expression appropriée de l'autodétermination, sans nécessairement remettre en question d'autres formes d'autodétermination.

Quelques participants ont souligné le rapport qui existait entre l'autonomie et le fédéralisme.

Un certain nombre de participants ont estimé qu'une approche linéaire à l'égard des divers stades d'autonomie (chaque stade conduisant au prochain en lui ajoutant de nouveaux éléments) était peut-être trop rigide. Une approche plus souple, modulée, serait préférable en permettant aux communautés d'adapter de plus près leurs progrès à leurs besoins : dans la pratique, on assisterait vraisemblablement à un processus de dialogue constant qui aboutirait à toutes les formes de développement dans de nombreuses directions différentes.

Autres questions pertinentes

De nombreux participants ont évoqué la nécessité d'établir des mécanismes pour appuyer tous les nouveaux arrangements qui pourraient être adoptés, afin d'assurer leur efficacité dans la pratique.

On a fait observer avec satisfaction, dans l'ensemble, que l'initiative du Liechtenstein était apparemment motivée par le désir de trouver un moyen d'éviter les conflits qui s'élevaient fréquemment du fait que les communautés se voyaient refuser des possibilités appropriées d'exprimer leur identité. Dans ce contexte, plusieurs participants ont estimé qu'il fallait établir un "système d'alerte avancée" afin de déceler les situations qui pourraient donner naissance à de tels conflits.

On a fait observer que les guerres civiles qui se produisaient à l'intérieur des Etats tenaient souvent davantage aux divergences entre leurs chefs politiques qu'aux aspirations opposées des divers groupes à l'intérieur des Etats. Il convenait d'étudier les causes véritables des conflits internes.

Plusieurs participants ont souligné qu'il n'existait pas actuellement de mécanismes adéquats pour aider à résoudre les problèmes d'autodétermination. Nombre d'entre eux ont estimé qu'il était utile d'établir de nouvelles instances ou un nouveau cadre de procédure pour ces questions, y compris les problèmes relatifs au règlement des différends qui pouvaient surgir dans ce contexte. Selon certains participants, il était utile d'établir des mécanismes de coordination. On a suggéré d'établir sous une forme ou une autre un centre consultatif international auquel les gouvernements et les communautés pourraient s'adresser pour obtenir des avis sur la possibilité de créer des structures gouvernementales appropriées pour les problèmes particuliers d'autodétermination auxquels ils étaient confrontés.

Certains participants ont appelé l'attention sur le danger qu'il y aurait à créer de nouvelles institutions intergouvernementales sans avoir une idée très précise des fonctions qu'elles rempliraient : un moyen plus utile de progresser serait peut-être de créer des mécanismes ou processus facultatifs ou d'encourager les organismes de droit privé qui pourraient jouer un rôle actif dans ce domaine.

New York, le 20 septembre 1993
